Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 27 avril 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant règlement d'ordre intérieur du centre médical colonial", a donné en sa séance du 19 juin 1951 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 27e April 1951 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende huishoudelijk reglement van het koloniaal geneeskundig centrum", heeft ter zitting van 19 Juni 1951 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE MINISTERIEL PORTANT REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CENTRE MEDICAL COLONIAL.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'arrêté du Régent du 29 novembre 1948 portant création d'un centre médical colonial, notamment les articles 3 et 6;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Le centre médical colonial dispose pour son fonctionnement d'un personnel permanent et de médecins agréés. Il peut, en outre, faire appel au concours de médecins spécialistes.

CHAPITRE 1er. PERSONNEL PERMANENT.

Article 2.-

Le traitement de début afférent à la fonction détermine, par assimilation au barème appliqué aux agents du Ministère des Colonies, la catégorie dans laquelle l'agent est classé.

.../...

Article 3.-

Les devoirs et les prestations du personnel permanent sont déterminés par les dispositions applicables au personnel temporaire du Ministère des Colonies. Il en est de même du régime applicable en matière d'absence et d'interruption de service.

Des prestations supplémentaires peuvent être autorisées par l'administrateur général des Colonies ou, en cas d'urgence et pour des prestations d'ordre médical seulement, par le directeur médecin du centre. Elles donnent droit à rémunération suivant les taux applicables aux agents du Ministère des Colonies.

Article 4.-

L'administration du personnel permanent du centre médical colonial est assurée par la direction générale des services administratifs du Ministère des Colonies.

CHAPITRE II. FONCTIONNEMENT DU CENTRE MEDICAL COLONIAL.

Article 5.-

Le directeur médecin assure, sous l'autorité de l'inspecteur général de l'hygiène, la direction du centre médical colonial et veille à son bon fonctionnement.

Il correspond directement, éventuellement par voie télégraphique, avec les autorités médicales d'Afrique, les formations médicales et les praticiens d'Europe pour toute question médicale à caractère confidentiel.

.../...

Le directeur médecin est l'ordonnateur délégué par le Ministre des Colonies pour l'exécution du budget du centre médical colonial dans la limite des crédits qui lui sont délégués.

Il doit, en outre, préalablement à la liquidation des sommes prises en charge par les différents services, vérifier le bien-fondé des demandes de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques exposés en Europe par les ayants droit de la Colonie.

En cas d'urgence, le directeur médecin du centre médical colonial est autorisé à prescrire les modes de transport des malades rentrant d'Afrique qui sont incapables de se rendre par leurs propres moyens soit à une clinique, soit à leur domicile.

Article 6.-

Le pharmacien du centre médical colonial veille à l'approvisionnement du centre en médicaments, produits, vaccins et matériel scientifique, et en gère le dépôt.

Il vérifie les factures introduites en remboursement par les ayants droit.

Il peut, en outre, être chargé par l'inspecteur général de l'hygiène :

.../...

1° de procéder , au point de vue technique, à la réception des produits pharmaceutiques , du mobilier et des instruments médicaux destinés à l'approvisionnement des services médicaux de la Colonie;

2° d'accomplir toute autre mission en rapport avec sa compétence technique.

Article 7.- ... (texte de l'article 9 du projet du Gouvernement) ...

Article 8.- ...(texte de l'article 10 du projet du Gouvernement)...

Article 9.- ...(texte de l'article 11 du projet du Gouvernement)...

Article 10.- ...(texte de l'article 12 du projet du Gouvernement)...

Article 11.-

Les messagers ont pour mission de renseigner les personnes se présentant au centre médical colonial sur les formalités à remplir et de régler l'accès aux salles. Ils effectuent tous travaux ou déplacements qui leurs sont imposés pour les besoins du centre.

.../...

CHAPITRE III. - MEDECINS AGREES.

Article 12.-

Le Ministre des Colonies peut agréer des médecins à titre d'expert examinateur, de praticien traitant pour les besoins du dispensaire, de praticien spécialiste ou de praticien consultant.

Ces médecins sont choisis parmi les médecins ayant accompli au moins six années de service au service médical du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, et sont agréés sur proposition de l'inspecteur général de l'hygiène.

A défaut de médecins coloniaux qualifiés, l'inspecteur général de l'hygiène peut proposer l'agréation provisoire et révocable de praticiens possédant les aptitudes spéciales requises, pour compléter les effectifs du centre médical colonial.

Article 13.-

Les médecins agréés ont pour mission, suivant leur qualification, de pratiquer dans les locaux du centre médical colonial les divers examens en vue d'établir l'aptitude au séjour au Congo belge et au Ruanda-Urundi, de procéder au dépistage et au traitement des affections consécutives au séjour dans les régions tropicales, et de donner tous soins au personnel de l'administration d'Afrique.

Les experts examinateurs ont pour mission de se prononcer sur l'aptitude physique au service du

.../...

Congo belge et du Ruanda-Urundi, et d'orienter à leur retour d'Afrique les ayants droit aux soins médicaux en vue de leur traitement.

Les praticiens traitants ont pour mission de donner aux mêmes ayants droit se présentant au centre médical colonial, tous soins utiles à leur rétablissement dans les limites prévues et aux conditions fixées par les règlements en vigueur.

Les praticiens spécialistes concourent à l'établissement de l'aptitude au service de l'administration d'Afrique ainsi qu'à celui des diagnostics, des pronostics et de l'orientation du traitement.

Les praticiens consultants concourent au même objet que les praticiens spécialistes dans des cas particulièrement délicats et difficiles que les experts examinateurs ou les praticiens traitants estiment devoir soumettre à leur examen.

Article 14.-

Lorsque des consultations et des soins sont donnés au centre médical colonial à des personnes étrangères à l'administration d'Afrique, en vue du dépistage et du traitement des affections consécutives au séjour dans les régions tropicales, les rémunérations sont calculées suivant le tarif proposé par l'inspecteur général de l'hygiène et approuvé par le Ministre des Colonies. Les recettes qui sont faites de ce chef et le prix de vente des produits ou vaccins sont versés au trésor colonial.

Les médecins qui ont pratiqué les examens prévus au présent article sont indemnisés suivant un barème approuvé par le Ministre des Colonies, sur proposition de l'inspecteur général de l'hygiène.

.../...

Article 15.-

L'horaire et la nature des prestations dont il est question dans la lettre d'agréation des médecins agréés attachés au centre médical colonial sont fixés par le directeur médecin. Ces praticiens se conforment, en outre, à ses directives.

Article 16.-

Le Ministre des Colonies peut, après avis de l'inspecteur général de l'hygiène, retirer l'agréation. Le préavis sera de trois mois, sauf en cas d'imprudence, d'erreur ou de faute dont la gravité justifie le retrait immédiat. L'agréation cessera normalement ses effets quand l'agréé aura atteint l'âge de 65 ans révolus.

Toutefois, le Ministre des Colonies pourra, à titre exceptionnel et en raison de la particulière compétence d'un médecin agréé, prolonger son agréation par période d'un an avec un maximum de cinq années.

CHAPITRE V. MEDECINS SPECIALISTES PRIVES.

Article 17.-

En vue de déterminer l'aptitude au service de l'administration d'Afrique et d'établir des diagnostics, le centre médical colonial peut avoir recours à

.../...

des médecins spécialistes pour des examens complémentaires que l'outillage ou l'équipement du centre médical colonial ne permet pas d'effectuer.

Ces spécialistes sont désignés par l'inspecteur général de l'hygiène. Le paiement de leurs honoraires est assuré par le centre médical colonial suivant un barème annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le

...(suit l'annexe, comme dans le projet du Gouvernement)...

MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN HET KOLONIAAL GENEESKUNDIG CENTRUM.

De Minister van Koloniën,

Gelet op het besluit van de Regent van 29 November 1948 houdende oprichting van een koloniaal geneeskundig centrum, namelijk op de artikelen 3 en 6;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Het koloniaal geneeskundig centrum beschikt voor zijn werking over vast aangesteld personeel en over aangenomen geneesheren. Het kan bovendien een beroep doen op de medewerking van geneesheren-specialisten.

HOOFDSTUK I.- VAST AANGESTELD PERSONEEL.

Artikel 2.-

De beginwedde voor het ambt bepaalt, door assimilatie met de weddeschaal toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van Koloniën, de categorie waarin het personeelslid wordt gerangschikt.

.../...

Artikel 3.-

De bepalingen geldend voor het tijdelijk personeel van het Ministerie van Koloniën regelen de verplichtingen en de prestaties van het vast aangestelde personeel. Hetzelfde geldt voor het stelsel toepasselijk inzake afwezigheid en dienstonderbreking.

De administrateur-generaal van Koloniën of, in spoedeisende gevallen en voor prestaties op geneeskundig gebied alleen, de directeur-geneesheer van het centrum kan machtiging tot bijkomende prestaties verlenen. Deze geven recht op bezoldiging overeenkomstig de tarieven toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van Koloniën.

Artikel 4.-

De leiding van het vast aangesteld personeel van het koloniaal geneeskundig centrum berust bij de algemene directie der administratieve diensten van het Ministerie van Koloniën.

HOOFDSTUK II.- WERKING VAN HET KOLONIAAL GENEESKUNDIG CENTRUM.

Artikel 5.-

De directeur-geneesheer heeft, onder het gezag van de inspecteur-generaal van de hygiëne, de leiding van het koloniaal geneeskundig centrum en zorgt voor de goede werking er van.

.../...

Hij correspondeert rechtstreeks, bij voorkomend geval telegrafisch, met de geneeskundige overheden in Afrika, de geneeskundige formatiën en de practici in Europa voor elk geneeskundig vraagstuk van vertrouwelijke aard.

De directeur-geneesheer is de ordonnateur door de Minister van Koloniën gemachtigd om de begroting van het koloniaal geneeskundig centrum uit te voeren, binnen de perken van de hem toegekende kredieten.

Hij moet bovendien, vóór de vereffening van de bedragen door de verscheidene diensten in uitgave opgenomen, de gegrondheid nagaan van de aanvragen tot terugbetaling van de kosten voor geneesheer en apotheker, welke de rechthebbenden der Kolonie in Europa hebben gehad.

In geval van hoogdringendheid is de directeur-geneesheer van het koloniaal geneeskundig centrum gemachtigd, de vervoerwijze voor te schrijven voor de zieken die uit Afrika terugkeren en niet in staat zijn zich op eigen middelen hetzij naar een kliniek, hetzij naar hun woonplaats te begeven.

Artikel 6.-

De apotheker van het koloniaal geneeskundig centrum zorgt voor de bevoorrading van het centrum in geneesmiddelen, producten, entstoffen en wetenschappelijk materieel, en beheert de voorraad.

Hij ziet de rekeningen na, welke de rechthebbenden hem voor terugbetaling voorleggen.

.../...

Hij kan bovendien door de inspecteur-generaal van de hygiëne gelast worden :

1° in technisch opzicht, de pharmaceutische producten, het geneeskundig meubilair en de geneeskundige werktuigen bestemd voor de bevoorrading van de geneeskundige diensten der Kolonie te keuren;

2° elke andere opdracht die met zijn technische bevoegdheid verband houdt, te vervullen.

Artikel 7.- ... (tekst van artikel 9 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 8.- ... (tekst van artikel 10 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 9.- ... (tekst van artikel 11 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 10.- ... (tekst van artikel 12 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 11.-

De boden hebben als taak de personen die zich op het koloniaal geneeskundig centrum aanbieden, in te lichten omtrent de te vervullen formaliteiten en de toegang tot de zalen te regelen. Zij doen alle werk of verplaatsingen hun opgelegd voor het centrum.

.../...

HOOFDSTUK III.- AANGENOMEN GENEESHEREN.

Artikel 12.-

De Minister van Koloniën kan geneesheren aannemen, als onderzoekende deskundige, als behandelende geneesheer voor de noodwendigheden van het dispensarium, als geneesheer-specialist of geneesheer-consultant.

Deze geneesheren worden gekozen onder de geneesheren die ten minste zes jaar dienst tellen bij de geneeskundige diensten van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi en aangenomen op voordracht van de inspecteur-generaal van de hygiëne.

Bij gebreke van bevoegde koloniale geneesheren en ten einde het effectief van het koloniaal geneeskundig centrum aan te vullen, kan de inspecteur-generaal van de hygiëne de voorlopige en opzegbare aanneming van geneesheren, die de vereiste bijzondere bekwaamheid bezitten, voorstellen.

Artikel 13.-

De aangenomen geneesheren hebben als taak, volgens hun bevoegdheid, in de lokalen van het koloniaal geneeskundig centrum de verschillende onderzoekingen te doen, ten einde de geschiktheid voor een verblijf in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vast te stellen, de aandoeningen die het gevolg zijn van een verblijf in de tropische streken op te sporen en te behandelen, en alle verzorging te geven aan het personeel van het bestuur in Afrika.

.../...

De onderzoekende deskundigen hebben als taak, uitspraak te doen over de lichamelijke geschiktheid voor de dienst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi en aan degenen die recht hebben op geneeskundige verzorging, bij hun terugkeer uit Afrika, vingerwijzingen te geven voor hun behandeling.

De behandelende geneesheren hebben als taak aan diezelfde rechthebbenden die zich op het koloniaal geneeskundig centrum aanmelden, binnen de omschreven perken en in de voorwaarden door de geldende reglementen bepaald, alle verzorging te geven die hun herstel tot nut strekt.

De geneesheren-specialisten verlenen hun medewerking om de geschiktheid voor de dienst bij het bestuur in Afrika vast te stellen, alsmede in zake diagnosen, prognosen en te volgen behandeling.

De geneesheren-consultanten verlenen hun medewerking op hetzelfde gebied als de geneesheren-specialisten voor uitzonderlijk kiese en ingewikkelde gevallen welke de onderzoekende deskundigen of de behandelende geneesheren hun voor onderzoek menen te moeten voorleggen.

Artikel 14.-

Wanneer aan personen die niet tot het bestuur in Afrika behoren raadplegingen en verzorging in het koloniaal geneeskundig centrum worden gegeven met het oog op het opsporen en behandelen van aandoeningen die het gevolg zijn van een verblijf in de tropische streken, worden de bezoldigingen berekend volgens het tarief door de inspecteur van de hygiëne voorgesteld en door de Minister van Koloniën goedgekeurd. De opbrengst daarvan en de verkoopprijs van de producten of entstoffen worden in de koloniale schatkist gestort.

.../...

De geneesheren die de onderzoekingen waarvan sprake in dit artikel hebben gedaan, worden vergoed volgens een schaal door de Minister van Koloniën goedgekeurd, op voordracht van de inspecteur-generaal van de hygiëne.

Artikel 15.-

Uurroosters en aard der prestaties vermeld in de aannemingsbrief der aangenomen geneesheren, geattacheerd bij het koloniaal geneeskundig centrum, worden bepaald door de directeur-geneesheer wiens richtlijnen bedoelde geneesheren ook opvolgen.

Artikel 16.-

De Minister van Koloniën kan, op advies van de inspecteur-generaal van de hygiëne, de aanneming intrekken. De opzeggingstermijn bedraagt drie maanden, behoudens onvoorzichtigheid, vergissing of fout van zodanige aard dat onmiddellijke intrekking gerechtvaardigd is. De aanneming eindigt normaal voor de geneesheer wanneer hij volle 65 jaar oud is geworden.

Nochtans kan de Minister van Koloniën, in uitzonderlijke gevallen, rekening houdend met de bijzondere bevoegdheid van een aangenomen geneesheer, diens aanneming telkens voor een termijn van een jaar, en voor ten hoogste vijf jaar, verlengen.

.../...

HOOFDSTUK IV.- PRIVATE GENEESHEREN-SPECIALISTEN.

Artikel 17.-

Om de geschiktheid voor dienst bij het bestuur in Afrika te bepalen en om diagnosen vast te stellen, kan het koloniaal geneeskundig centrum een beroep doen op geneesheren-specialisten voor aanvullende onderzoekingen waarvoor de uitrusting of de instrumenten van het koloniaal geneeskundig centrum niet berekend zijn.

De inspecteur-generaal van de hygiëne wijst deze specialisten aan. Hun erelonen worden door het koloniaal geneeskundig centrum uitbetaald volgens een schaal die bij dit besluit is gevoegd.

Brussel, de

... (Volgt dan de bijlage zoals in het ontwerp der Regering) ...

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, — président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, — voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1951.
De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.